

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Alkenbrack: Tous ceux qui étaient à la Chambre hier soir, monsieur l'Orateur, savent que le secrétaire parlementaire a eu tout le temps de finir ce qu'il avait à dire. Si les politiques du gouvernement valaient quelque chose, pourquoi n'a-t-il pas continué à les expliquer lui-même au lieu de laisser la parole à son allié du NPD, qui a passé tout son temps à critiquer le parti progressiste conservateur et ses politiques? Le parti libéral et le NPD sont tous deux à la baisse sur la scène fédérale et la Chambre a été témoin de l'un de leurs derniers gestes désespérés pour manifester leur entente. J'exhorte tous les Canadiens à ne voter ni pour les libéraux ni pour les néo-démocrates puisqu'ils marchent la main dans la main et qu'ils n'ont rien d'autre à offrir pour résoudre les problèmes du Canada que de la fourberie et des supercheres politiques.

Maintenant que je participe au débat sur le bill C-7, je me rappelle que le 20 avril dernier, j'ai prononcé ce que je croyais être mon dernier discours important à la Chambre. Quand j'ai quitté le Canada pour l'Angleterre le 30 avril à titre de délégué à la conférence de l'Association des parlementaires du Commonwealth à Londres, j'étais convaincu qu'à mon retour, le Canada serait en pleine fièvre électorale. J'ai constaté au lieu de cela que le pays était encore aux prises avec les problèmes causés par un gouvernement à la dérive. Tous les Canadiens savent que le gouvernement a de graves ennuis financiers depuis déjà longtemps. Le débat sur le bill a été limité à cinq heures, ce qui équivaut à l'imposition de la clôture, parce que le gouvernement ne peut pas émettre d'obligations avant qu'il soit adopté.

Ce bill donne au premier ministre et aux rescapés du parti libéral à cette assemblée le droit d'emprunter sept milliards supplémentaires. Depuis mon retour des vieux pays, rien n'a changé sinon qu'on est passé de la troisième à la quatrième session. Nous en sommes encore à patauger dans le même borbier politique, social et économique. Le premier ministre (M. Trudeau) ne semble pas avoir compris le message des Canadiens de tout le pays, et que voici: le premier ministre a eu son temps et il est arrivé au bout du rouleau. Il serait charitable et indulgent de sa part de se retirer et de laisser le pays retrouver son équilibre avec un nouveau gouvernement à sa tête.

J'ai annoncé dans mon dernier discours que je me retirais volontairement de la vie politique. Je ne m'attendais pas, six mois plus tard, à devoir discuter d'un autre bill qui n'est rien de plus qu'une nouvelle tentative du gouvernement d'emprunter de l'argent. Six mois et 15 élections partielles plus tard, le gouvernement bat un nouveau record de dépenses et d'emprunts.

On nous présente des arguments contradictoires en matière économique. Le ministre des Finances (M. Chrétien) nous dit que nous pouvons plonger tête baissée dans le puits sans fond de la dette nationale, sans accroître pour autant la dette par habitant. Quelle chimère! Cela aurait pu être vrai il y a deux ou trois ans mais même à cette époque les partisans de cette théorie auraient dû se démener pour nous convaincre. Mais aujourd'hui, avec un dollar fortement dévalué, une productivité réduite et un déficit budgétaire encore plus accentué, le ministre ne peut vraiment pas nous faire accepter sa théorie: il ne lui reste plus qu'à en inventer une nouvelle.

Dans la même veine, le gouvernement nous demande par le bill C-7 de lui accorder des pouvoirs d'emprunt qui lui permet-

tront d'aller glaner sept milliards de dollars sur tous les marchés du monde, et en même temps de modifier la loi sur l'administration financière. Tant qu'ils y étaient ils auraient dû nous demander l'autorisation de modifier le dictionnaire et en particulier de changer la définition du terme «dette» et de tous ses dérivés. Il faut à présent plus de 15c. de chaque dollar du contribuable pour rembourser notre dette nationale. Il y a un an il fallait entre 13 et 14c. Si je fais cette estimation raisonnable de 15c., c'est parce que le dollar canadien bénéficie d'un escompte de 15 p. 100 au moins sur les marchés des valeurs de New York qui sont la source de notre crédit d'urgence.

Le gouvernement malheureusement doit reconnaître comme chacun de nous que cette dette aura les mêmes conséquences aujourd'hui qu'elle avait hier, ou il y a 50 ans et même qu'elle avait au temps des pères de la Confédération et que ces conséquences demeureront inchangées à l'avenir: nos enfants et nos petits-enfants devront faire face à une véritable montagne de reconnaissances de dettes, de promesses de remboursement, d'obligations d'État et Dieu sait quoi encore. La simple vérité est que nous sommes endettés jusqu'au cou et que le gouvernement ne cesse de réclamer davantage.

On nous demande d'approuver une nouvelle dette de 7 milliards de dollars alors que nous ne savons même pas à quoi va servir cet argent. Si mon chef ne s'était pas attaqué au gouvernement et ne l'avait pas forcé à modifier son bill en comité, il n'aurait pas porté sur une somme de 7 milliards de dollars, mais bien de 17 milliards de dollars car le gouvernement a accepté de réduire ce dernier montant de 10 milliards de dollars.

Quelle est donc l'explication que l'on nous donne quant à l'emploi de cet argent? A l'article 2 de ce bill en cinq articles, on lit ceci:

... là où les sommes requises, jusqu'à concurrence de 7 milliards de dollars au total, pour des travaux publics et à des fins générales.

Compte tenu des antécédents et de l'attitude du gouvernement, nous devrions probablement lui être reconnaissants pour ses moindres bienfaits et pour le fait que les rédacteurs de ce bill ont daigné mentionner à quelles fins cet argent serait employé, même si c'est en termes généraux. Les bills du gouvernement demandant un pouvoir d'emprunt deviennent de plus en plus brefs.

Plusieurs députés de mon parti et d'autres partis représentés à la Chambre qui ont pris la parole avant moi ont qualifié ce bill de déplorable. Il serait difficile de l'amender car après tout, ce qui est déplorable est déplorable. L'actuel gouvernement détient le record absolu au Canada en matière de dépenses effrénées et d'émissions d'obligations d'épargne. Au cours des deux dernières années, le gouvernement a émis des obligations d'épargne pour payer les intérêts des intérêts de la dette nationale.

Je voudrais vous citer un article du *Citizen* d'aujourd'hui pour qui les politiques libérales de folles dépenses dans le domaine des affaires et de l'économie de notre pays ne sont pas chose nouvelle.

Les Canadiens attendent désespérément que l'on apporte des solutions aux problèmes économiques de leur pays et ils sont prêts à consentir de grands sacrifices pour atteindre cet objectif...

Plus le gouvernement dépense, plus il fait marcher la planche à billets. Plus il imprime d'argent, plus cet argent se déprécie. Une fois qu'on est entré dans ce cercle vicieux, il n'y a pratiquement aucune façon de s'en sortir, si ce n'est en ayant recours à des mesures draconiennes.